



La quinzaine nordique

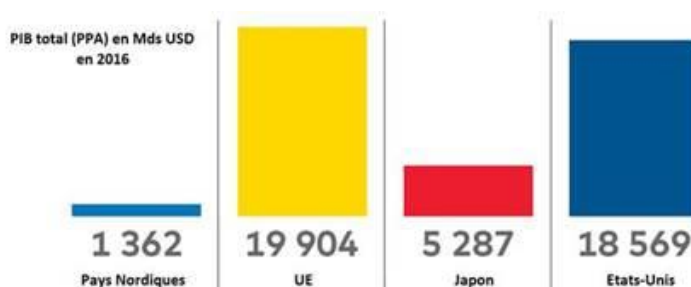
© DG Trésor

N° 151 du 16 mars 2018

Pays Nordiques

Nordea. Au terme de l'assemblée générale annuelle du premier groupe bancaire de la zone nordique, qui s'est tenu le 15 mars 2018, ses actionnaires ont validé le projet de relocalisation de son siège de Stockholm à Helsinki. La plupart des actionnaires de référence (97%) ont voté en faveur de ce mouvement et suivi les recommandations du conseil d'administration de la banque, y compris plusieurs groupes suédois. Nordea devrait communiquer plus de détails sur le calendrier et les modalités du déménagement en Finlande dans les semaines qui viennent.

PIB. Le PIB des pays nordiques, exprimé en parité de pouvoir d'achat, était de 1 362 MdsUSD en 2016 d'après le Conseil nordique, ce qui correspond à 26% du PIB japonais, 7,3% de celui des Etats-Unis et 6,8% de celui de l'UE28.



Source : Conseil nordique 2017

Danemark

Attractivité des talents. Le département des Sciences de l'Université de Copenhague vient de mettre en place un programme de recherche avec deux des plus grandes organisations professionnelles du Danemark, *Dansk Industri* et *Landbrug & Fødevarer* (agriculture). Le but est d'attirer les talents en provenance des meilleures universités mondiales dans les secteurs scientifique, technologique et mathématique, afin qu'ils débutent leur carrière à l'Université ou dans une compagnie danoise. Ce programme intitulé "Elite" devrait contribuer à répondre au manque de main d'œuvre qualifiée dont souffre actuellement l'économie danoise.

Diplomatie économique. Le gouvernement danois vient de présenter ses 5 principales orientations dans un document intitulé « *Regeringens strategi for økonomisk diplomati* », afin de soutenir la croissance et l'emploi au Danemark. Il s'engage ainsi à fournir plus d'accompagnement aux entreprises danoises, pour leur permettre de s'internationaliser dans un environnement plus favorable. Dans le même temps, le Danemark souhaite également développer son attractivité, avec une attention particulière aux savoir-faire et technologies apportés par les investissements étrangers.

Exportations. En lien avec la nouvelle stratégie de diplomatie économique du gouvernement, l'agence danoise de soutien à l'export, *Eksportkreditfonden* (EKF), a l'ambition d'augmenter de 50% son soutien aux entreprises danoises, en émettant 20 MdsDKK (2,7 Mds€) de prêts et garanties supplémentaires. L'accent sera mis sur le secteur éolien, pour lequel les projets se multiplient et les risques sont de plus en plus maîtrisés. Par ailleurs, un nouveau rapport élaboré par *Copenhagen Economics* pour le ministère danois de l'Industrie souligne l'importance des exportations pour l'économie danoise, avec un emploi sur trois lié à l'export au Danemark.

Brexit. Les pêcheurs danois ont été rassurés par leur rencontre avec le négociateur en chef du Brexit pour le compte de l'Union européenne, Michel Barnier, qui est venu dans le Jutland le 3 mars dernier pour leur confirmer que la question de la pêche ne serait pas mise de côté durant les négociations.

Finlande

Centrale OL3. Le fournisseur de l'EPR, « OL3 » AREVA, et TVO, le futur exploitant de ce réacteur, ont annoncé avoir trouvé un accord en lien avec la finalisation du chantier. Cet accord confirme la mobilisation par AREVA des ressources nécessaires à l'accomplissement du projet et met fin à la procédure d'arbitrage qui opposait les deux entreprises devant la chambre de commerce internationale de Londres. Par cette transaction, AREVA s'engage à verser 450 M€ à TVO,



sous forme de dédommagement pour les retards accumulés. Des pénalités supplémentaires devront également être versées, à compter de janvier 2020, en cas de nouveaux reports de la livraison de la centrale. Démarré en 2005, l'EPR devait, selon les termes du contrat signé en 2003, initialement être livré en 2009 mais des difficultés et contretemps ont émaillé la construction de ce premier EPR, un réacteur d'un type nouveau tirant les leçons de la catastrophe de Tchernobyl en termes de sécurité.

Réforme SOTE. Le 8 mars dernier, le gouvernement finlandais a présenté au Parlement la nouvelle version de son projet de loi relatif à la liberté de choix des patients des services de santé. Ce texte, constitutif de la réforme des services de santé en cours, avait dû être modifié après avoir été jugé incompatible avec la Constitution en juin 2017. Il prévoit notamment la prise en charge, pour certains types d'actes, des frais de santé de patients choisissant de se faire soigner dans le privé. Concrètement, les services de santé publics régionaux auront l'obligation d'octroyer aux patients désireux de confier certains actes de base ou hospitaliers à des prestataires privés, un bon de paiement pour régler ces frais. Selon les prévisions du gouvernement, près du tiers des dépenses de santé (soit 5,3 Mds€) sera concerné par cette possibilité de prise en charge. Il est prévu que le Parlement adopte l'ensemble des textes de cette réforme d'ici à juillet 2018, pour une mise en place des régions de santé au 1^{er} janvier 2019 et une entrée en vigueur effective à partir de 2020.

Océan Arctique. Une étude de faisabilité du projet de ligne de chemin de fer reliant la Finlande à l'océan Arctique a récemment été publiée par l'agence finlandaise des transports (FTA). Parmi les routes envisagées, l'option retenue à ce stade est celle reliant Rovaniemi, au nord de la Finlande, au port norvégien de Kirkenes. Selon cette étude menée en collaboration avec les autorités norvégiennes, le coût du projet s'élèverait à 2,9 Mds€, la Finlande contribuant à hauteur de 2,0 Mds€ et la Norvège 900 M€. Cette ligne devrait faciliter les échanges entre les deux pays et constituer, pour la Finlande, une route commerciale alternative à celle de la Baltique. Un groupe de travail feno-norvégien devrait être prochainement installé et chargé d'étudier les implications socio-économiques d'un tel projet afin de proposer un modèle de financement et de gestion. Les conclusions de ce groupe sont attendues pour la fin 2018.

Participations de l'Etat. Solidium, la société de gestion d'une partie des participations de l'Etat, a récemment annoncé plusieurs cessions, telles que la vente de ses parts dans l'opérateur de télécommunications Telia. Dans la foulée, Solidium a annoncé son entrée au capital de Nokia Corporation, suscitant en Finlande des réactions étonnées d'une partie de la presse. Elle a acheté 3,3 % des actions de l'entreprise finlandaise, pour 844 M€, ce qui en fait l'un des principaux actionnaires de Nokia dont l'actionnariat est très dilué. Au total, la valeur du portefeuille d'actions géré par Solidium pour le compte de l'Etat s'élevait à 8,4 Mds€ en mars 2018, un niveau stable par rapport à l'année précédente. L'ensemble des participations détenues par l'Etat finlandais via Solidium et dans diverses autres entreprises atteignait 24,7 Mds€ à cette même date, soit 11,2% du PIB.

Norvège

Politique monétaire. La politique monétaire de la Banque centrale norvégienne pourrait commencer à se resserrer d'ici la fin de l'année. Suite à la réunion du *Council of State* et du Roi, l'objectif officiel de la politique monétaire norvégienne n'est plus une inflation sous-jacente stable autour de 2,5%, mais une inflation sous-jacente autour de 2%, comparable à celle de pays aux économies analogues. Par ailleurs, la politique monétaire norvégienne doit désormais être prospective et flexible, afin de soutenir la croissance et l'emploi puis contribuer à la stabilité financière. A noter que la Banque de Norvège a laissé son taux directeur inchangé depuis mars 2016, à 0,5%, justifiant ce maintien par la conjoncture économique et à la volonté de mettre en place une politique monétaire expansive. Néanmoins, la Banque avait laissé entrevoir la perspective d'une remontée des taux à partir de décembre 2018, notamment pour endiguer l'endettement record des ménages.

Taxes US sur l'acier et l'aluminium. Malgré une certaine inquiétude, la Norvège ne mettra pas en place de mesures de rétorsion face aux taxes douanières sur l'importation d'acier et d'aluminium aux Etats-Unis. En effet, l'essentiel des exportations norvégiennes d'acier et d'aluminium (49 Mrds NOK en 2017, soit 5,1 Mds€) est à destination de l'Europe. Bien que les entreprises norvégiennes puissent être touchées par des répercussions indirectes, notamment si d'autres Etats suivaient la même voie que les Etats-Unis pour protéger leur marché intérieur, les autorités norvégiennes préfèrent pour le moment suivre la situation de près.

Réseaux routiers et ferroviaires. Plusieurs appels d'offres vont être lancés en 2018 et 2019 par Nye Veier et Bane NOR pour la construction et la rénovation des réseaux routiers et ferroviaires en Norvège. Des entreprises étrangères pourraient remporter une partie de ces contrats, suivant l'exemple de l'appel d'offres concernant les comtés du Trøndelag et d'Agder, où Nye Veier a retenu pour la première fois des entreprises étrangères pour la deuxième phase du concours. Dans cette phase finale, 80% des entreprises retenues ont leur siège à l'étranger, alors qu'auparavant, les gestionnaires des marchés publics considéraient que les entreprises étrangères qui postulaient ne présentaient pas les qualités exigées en matière de sécurité, d'environnement, de solidité financière ou d'expérience. Par ailleurs, le français Thalès a remporté l'appel d'offres de Bane NOR sur le développement d'un nouveau système de gestion du trafic ferroviaire (*TMS, Traffic management system*), représentant environ 600 MNOK (63M€).



Satellites. Le traitement de données satellites est devenu une activité importante pour le Svalbard, et le nombre d'antennes à proximité de Longyearbyen devrait passer de 60 à 100 d'ici 2020. Ces antennes satellites récoltent notamment des données sur la météorologie, la surveillance environnementale et le trafic maritime. L'entreprise propriétaire des antennes, Svalstat, filiale de Kongsberg Satellite Services, envisage d'atteindre un milliard de NOK de bénéfices (soit environ 10 M€) en 2020. Plusieurs entreprises, dont Kongsberg Satellite Services, sont actuellement en lice pour établir une station pour diffuser un réseau Internet global.

Pêche à la baleine. La Norvège a fixé à 1 278 le nombre de baleines susceptibles d'être harponnées dans ses eaux en 2018, une hausse de 28% par rapport à l'an dernier. Cette hausse du quota de pêche apparaît comme une tentative de relancer une activité qui tombe en déshérence. Depuis plusieurs années, les chasseurs de baleines peinent à remplir les quotas accordés par Oslo (432 prises en 2017 sur un quota de 999) et le nombre de bateaux engagés dans cette activité très controversée sur la scène internationale ne cesse de diminuer (passant de 350 bateaux en 1950 à 11 en 2017). La Norvège est, avec l'Islande, le seul pays au monde à autoriser la chasse à la baleine. Le Japon pratique aussi la chasse mais officiellement à des fins scientifiques. Malgré un moratoire international en place depuis 1986, le pays scandinave a repris la chasse au petit rorqual (ou baleine de Minke) en 1993, jugeant la population de cétacés suffisamment abondante.

Pétrole. L'Agence internationale de l'énergie (IEA) estime que la croissance de production pétrolière en mer du Nord se maintiendra au moins jusqu'en 2023, où la production atteindra 2,4 millions de barils par jour, contre un peu moins de 2 millions par jour en 2017. Avec les Etats-Unis, le Brésil et le Canada, la Norvège pourrait donc continuer à assurer une importante part de la production mondiale de pétrole dans les années à venir, même si la contribution du plateau continental norvégien restera modeste par rapport aux autres pays producteurs.

Islande

Conjoncture. Selon Statistics Iceland, la croissance économique a atteint 3,6% en 2017 après 7,5% en 2016 et 4,3% en 2015. Malgré la persistance d'un large excédent des échanges de biens et services, porté par la croissance des recettes du tourisme, c'est exclusivement la demande intérieure qui a tiré la croissance l'an dernier tandis que la contribution du commerce extérieur à la croissance est restée négative, la croissance en volume des importations (+11,9%) demeurant nettement supérieure à celle des exportations (+4,8%).

Commerce extérieur (services). La balance des services a enregistré un excédent de 272 Mds ISK (2,2 Mds€) en 2017, contre 257 Mds ISK en 2016. Les exportations de services ont atteint 672 Mds ISK (5,5 Mds€) l'an dernier, en progression de 3,9%. 48% des exportations de services de l'Islande étaient constituées des recettes du poste « voyages » de la balance des paiements correspondant aux dépenses des touristes étrangers sur le territoire islandais ; elles se sont accrues de 11,7% en 2017.

Finances publiques. En 2017, les finances publiques islandaises ont dégagé un excédent de 38,7 Mds ISK (315 M€), correspondant à 1,5% du PIB. C'est nettement moins qu'en 2016 où l'excédent avait atteint 12,6% du PIB du fait des revenus exceptionnels générés par la cession d'une partie du patrimoine immobilier des banques mises en faillite après la crise de 2008.

Aéroport de Keflavik. La Banque européenne d'investissement a accordé un prêt de 12,5 Mds ISK (101,5 MEUR) à *Isavia*, l'autorité nationale de gestion d'infrastructure aéroportuaire, pour les travaux d'agrandissement de l'aéroport international de Keflavik. Ces travaux devraient permettre de faire face à l'augmentation du flux de passagers: plus de 10 millions de voyageurs devraient passer par l'aéroport de Keflavik en 2018 selon les projections d'*Isavia*.

Pêche. L'industrie de la pêche islandaise fait face à des difficultés économiques croissantes d'après les conclusions du dernier rapport du cabinet Deloitte commandité par le ministère de l'Industrie et de l'Innovation. Les revenus des pêcheries ont en effet diminué de 9% entre 2015 et 2016, une diminution qui devrait se confirmer en 2017 d'après les projections du rapport. Ce ralentissement s'explique par une combinaison de facteurs externes dont les plus importants sont la baisse des volumes de pêche du capelan, l'appréciation de la couronne islandaise couplée à une augmentation des salaires, la hausse de la taxe carbone de 50% et enfin la grève de 2 mois des pêcheurs qui a eu lieu au début de l'année 2017.

Exploration pétrolière. L'Autorité nationale de l'énergie islandaise a retiré le permis d'exploration de la compagnie islandaise Eykon Energy au début du mois de mars, mettant fin aux explorations pétrolières offshore de la région de Drekasvæðið située dans l'Atlantique Nord entre l'Islande et l'île norvégienne Jan Mayen. Bien que la compagnie islandaise souhaite poursuivre ses recherches dans la zone, malgré le renoncement de ses deux partenaires chinois et norvégien annoncé au mois de janvier dernier, l'autorité a conclu qu'Eykon Energy ne possédait plus les capacités financières et techniques suffisantes pour mener à bien ces explorations.



Suède

Relations Suède/US. Le Premier ministre S.Löfven a effectué une visite aux Etats-Unis et a rencontré le Président D.Trump le 6 mars dernier. Il s'agit de la première visite d'un dirigeant européen aux Etats-Unis depuis l'annonce par les Etats-Unis de leur intention de le relever les droits de douanes sur les importations d'acier et d'aluminium, provenant notamment de l'UE. Lors de la visite, le Président américain a indiqué que si des tarifs étaient introduits par les Etats-Unis, ils le seraient « *in a very loving way* ». Il a également indiqué peu avant la visite que, dans la perspective où des partenaires commerciaux des Etats-Unis viendraient à prendre des mesures de rétorsion, son pays envisagerait des mesures complémentaires qui pourraient viser les importations d'automobiles. Le Premier ministre suédois s'est attaché à insister sur les conséquences négatives d'une guerre commerciale pour les Etats-Unis comme pour ses partenaires. La ministre du Commerce et des Affaires européennes, Ann Linde, a pour sa part indiqué dans la presse locale qu'elle était favorable à ce que l'UE prenne des contre-mesures dans le cas où les Etats-Unis mettraient leurs menaces à exécution et considère également que l'UE devra engager le cas échéant une procédure de recours auprès de l'OMC.

Automobile/IDE chinois. National Electric Vehicle Sweden AB (NEVS), propriétaire des activités automobiles de SAAB depuis 2012, développe des voitures entièrement électriques à partir des anciennes installations de production automobile de SAAB. L'entreprise chinoise GSR Capital a récemment annoncé un investissement de 500 millions de dollars dans NEVS sous la forme d'un prêt convertible à terme en actions. L'investissement doit notamment servir de base à la construction d'une nouvelle usine de production de batteries électriques en Suède à Trollhättan. L'objectif affiché par NEVS et ses nouveaux investisseurs est d'accroître les investissements de plusieurs milliards d'euros à moyen terme pour disposer d'une capacité de production de 30 gigawatt d'ici cinq ans.

Facebook. La société immobilière de Facebook, Pinnacle AB, vient de faire une demande pour la construction d'un 3^{ème} data center dans les environs de Luleå aux abords du cercle polaire. Il s'agit d'un centre de données de 31 000 m² et de 380 m de long. Facebook a ouvert son premier data center dans le pays en 2013.

Fonds internationaux pour l'environnement. La Suède est actuellement le 1^{er} contributeur mondial par capita aux principaux fonds pour l'environnement (*Green Climate Fund GCF, Adaptation Fund, Global Environment Facility, Least Developed Countries Funds*) et a pris officiellement, le 2 mars dernier, la co-présidence du Fonds vert pour le climat avec Lennart Båge (ex-directeur général de l'Agence suédoise de développement), comme co-président.

Exportations agroalimentaires. Le gouvernement a annoncé des soutiens publics record pour l'exportation des produits agroalimentaires des PME suédoises avec un investissement public de 5 M€ en 2018. CE soutien s'articule autour des 5 grandes priorités : le recrutement de nouveaux conseillers export pour le secteur agroalimentaire dans les ambassades suédoises de pays clés identifiés pour les produits suédois (USA, Canada, Japon, Corée du Sud), la création d'un programme national de sensibilisation des entreprises agroalimentaires aux opportunités d'affaires liées à l'export par l'Agence suédoise d'aide à l'export Business Sweden, une étude de fond sur les meilleurs marchés potentiels à l'export pour les produits suédois dans 5-10 ans réalisée par Business Sweden en coopération avec les fédérations agricoles et agroalimentaires, la promotion des produits agroalimentaires certifiés bio et la prise en charge totale des coûts administratifs liés à la certification des produits agroalimentaires pour l'export. Ces soutiens viennent compléter les mesures prises en 2017 dans le cadre du lancement de la nouvelle stratégie nationale pour le secteur agroalimentaire (i.e. le recrutement d'un conseiller agricole auprès de l'Ambassade de Suède à Pékin, la nomination d'un coordinateur national pour l'exportation des produits agroalimentaires, le lancement de la plateforme de soutien à l'export « Try Swedish », etc.).

Finances des collectivités locales. Les 290 communes et 21 régions ont dégagé un excédent global de 26,4 MdsSEK en 2017 (2,7 Mds€), contre 24,8 MdsSEK en 2016 (2,6Mds€). Ce sont les communes qui affichent les finances les plus solides avec un excédent de 2,5 Mds€, soit plus de 90% du solde positif des collectivités locales. 94% des communes parviennent actuellement à dégager des bénéfices ; cette tendance positive est pour l'essentiel due à la hausse générale des recettes fiscales de 5% et des dotations générales de l'Etat (+3,5%) en 2017.

Moyens de paiement. La Suède est aujourd'hui, selon l'agence Bloomberg, le pays qui utilise le moins au monde les pièces et billets comme moyens de paiement. La monnaie fiduciaire en circulation ne représente désormais plus que 1,4% du PIB (en baisse de moitié en 10 ans), contre 3,9% au R-U et 10,7% en moyenne dans l'UE, 12% en Suisse ou 20% au Japon. Les banques locales contribuent à accélérer cette évolution : sur les 214 bureaux de Swedbank, les retraits de liquide en caisse peuvent uniquement se faire dans 3 agences (dans 7 des 118 agences de SEB et dans 15 des 133 agences de Nordea). Seule Handelsbanken maintient la possibilité d'effectuer des retraits fiduciaires au guichet dans 270 de ses 420 agences en Suède. Le nombre total de distributeurs automatique de billets (ATM) est en chute libre est vient de passer de plus de 1 900 en 2014 à moins de 1 600 fin 2017.

Elections. Selon une enquête menée par le Dagens Nyheter (DN) et par IPSOS, les thèmes présentant le plus grand intérêt pour les élections suédoises le 9 septembre prochain concernent l'intégration/l'immigration, la qualité des services de santé, l'éducation/l'enseignement et les questions relatives à l'Etat de droit et à l'ordre public. Les thèmes



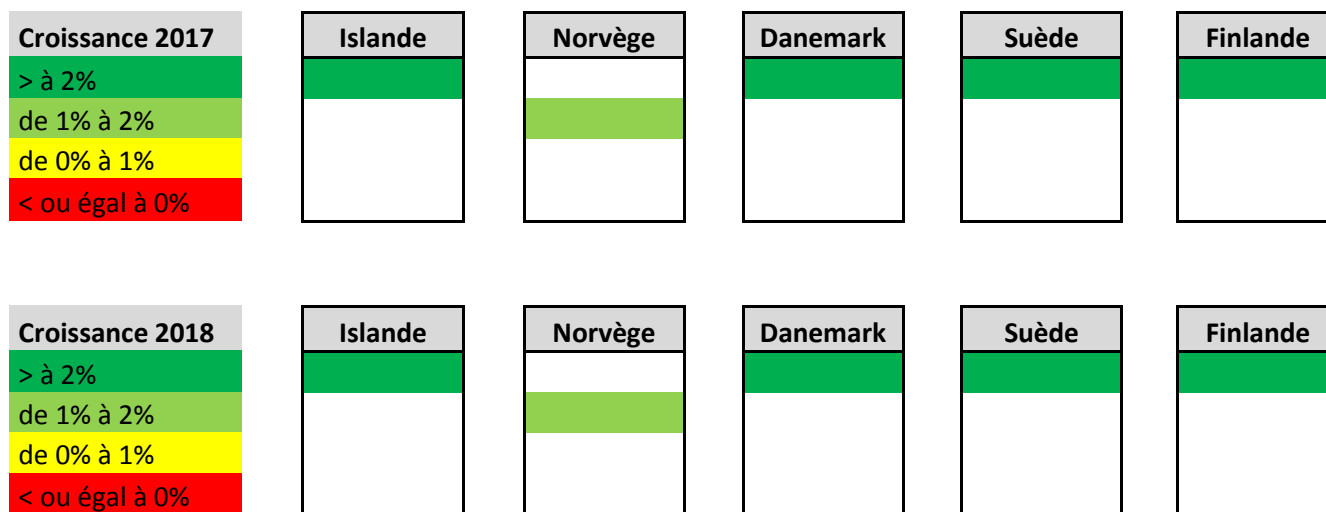
l'environnement, les soins aux personnes âgées, l'emploi, la qualité de vie des retraités et les impôts semblent moins prioritaire selon le sondage.

Recyclage. En Suède, le recyclage des bouteilles et canettes en aluminium repose sur un système de consignes très développé. L'ONG qui cherche à promouvoir la culture de la consigne, Pantamera (www.pantamera.nu), considère que 85% des bouteilles en plastique et canettes aluminium sont aujourd'hui recyclées (86,2 % des canettes et 82,5% des bouteilles PET).



La quinzaine nordique – 2 mars 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PIB										
Gouvernement	1,5	1,7	3,1	2,4	1,8	1,9	2,5	2,8	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	3,1	2,5	1,9	0,9	2,5	2,9	3,4	3,2
Institut stat./conj****.	2,1	2,1	2,9	2,0	1,8	2,0	2,5	2,9	3,8	2,9
Commission*	2,1	2,0	3,3	2,8	1,5	1,6	2,7	2,7	4,6	3,1
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	2,2	2,0	3,1	2,5	2,1	1,8	3,1	2,8	5,1	4,3
SEB	2,1	2,4	3,1	2,5	1,9	2,5	2,6	2,6	-	-
Nordea	2,0	1,9	3,2	3,0	1,9	2,5	2,7	2,6	-	-
Danske Bank	2,0	2,0	3,1	2,3	1,9	2,3	2,7	1,7	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2017)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,2	-1,3	5,0	3,9	1,2	1,1	-	-
Commission*	-1,0	-1,0	-1,2	-1,4	4,3	4,6	0,9	0,7	1,5	1,1
FMI**	-1,0	-0,1	-1,2	-1,4	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-1,3	-1,1	-1,1	-1,1	5,4	5,8	1,5	1,7	1,0	1,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	61,1	60,2	-	-	40,9	37,9	-	-
Commission*	36,1	35,5	62,7	62,1	34,7	34,0	39,0	36,6	35,0	32,0
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,0	1,4	0,8	1,3	2,1	2,2	1,8	1,6	1,7	2,6
cons. privée*	2,3	2,5	2,0	1,8	2,4	1,9	2,4	2,5	7,5	5,4
chômage (BIT)*	5,9	5,6	8,6	8,3	4,0	3,3	6,6	6,4	3,1	3,2

Source :

 * *Prévisions d'hiver* (février 2018)

 ** *World Economic Outlook* (octobre 2017)

 *** *Perspectives économiques* (novembre 2017)

 **** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

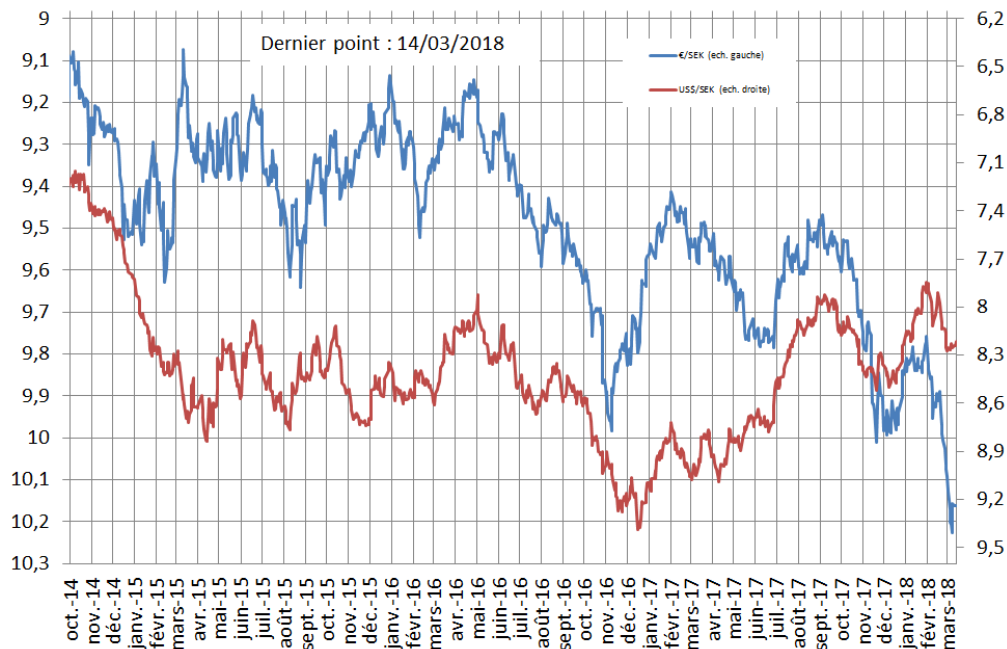
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

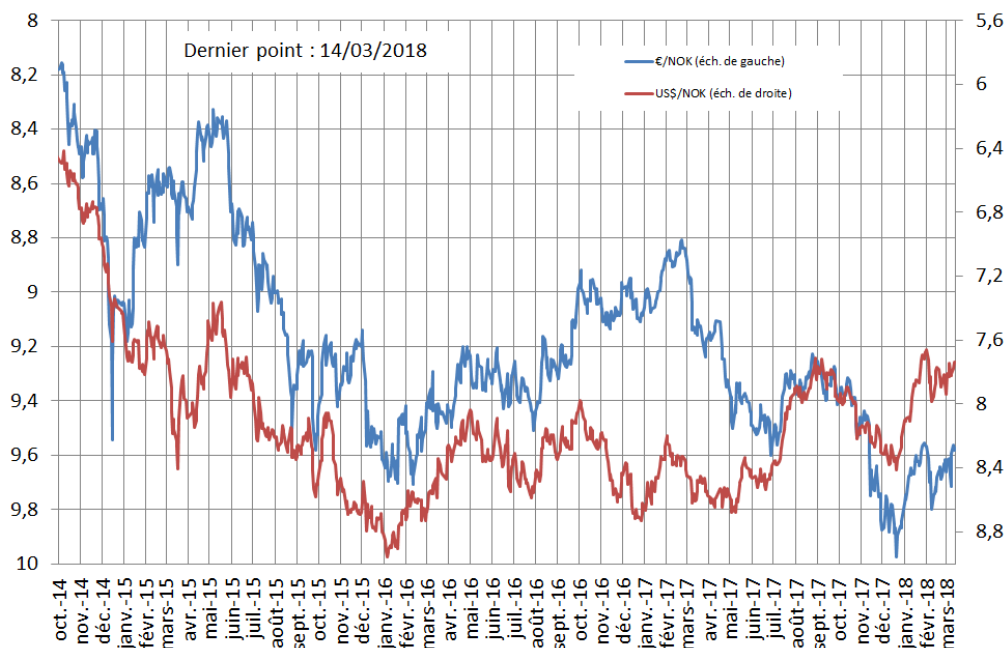


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André).